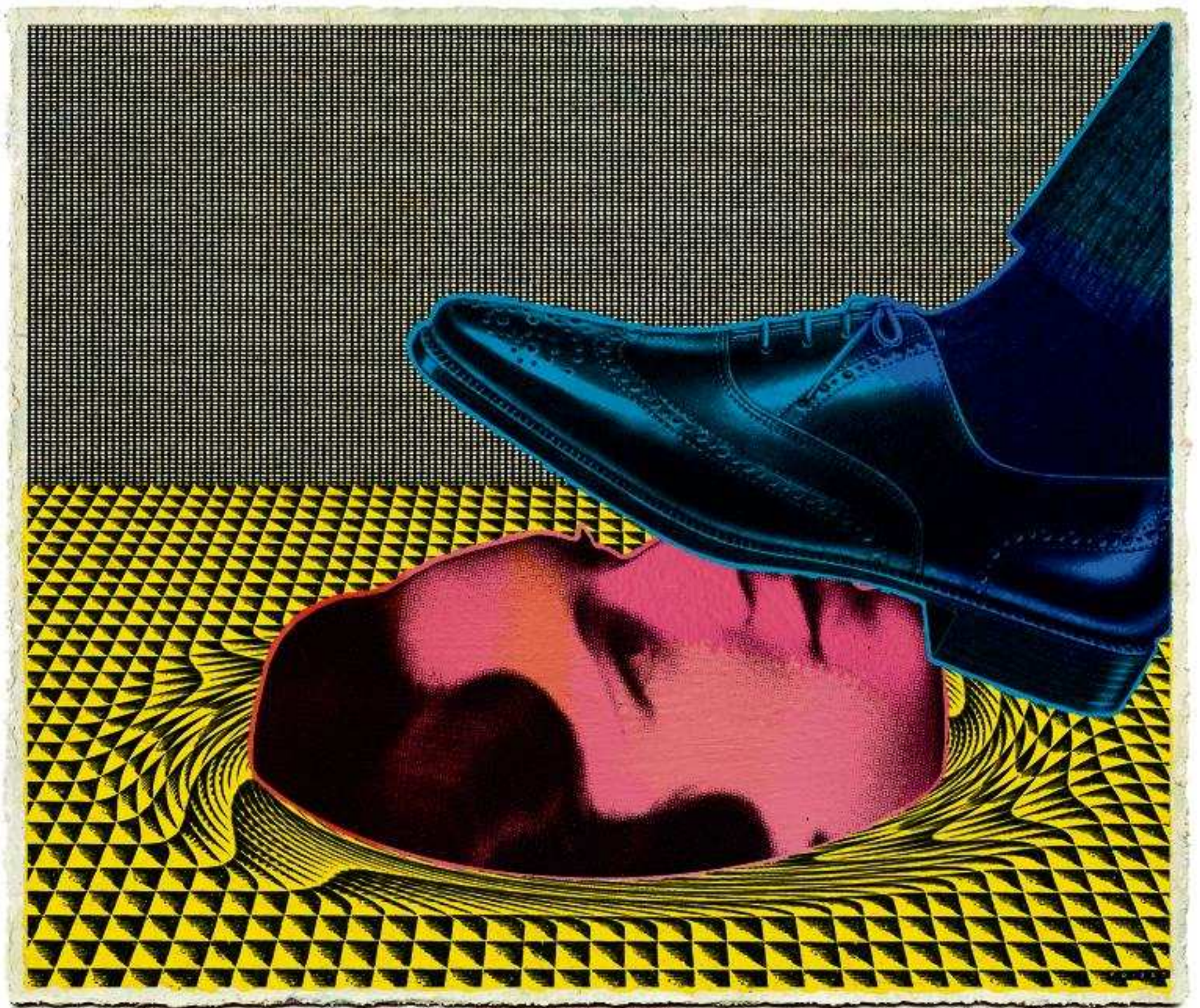


2 SOCIÉTÉ
Le militantisme des femmes
issues de l'immigration

6 INTERNATIONAL
Allemagne - Etats-Unis :
le fossé se creuse

7 MÉDIAS
La longue histoire
de la post-vérité



Chloé Poizat

SEXISME SUR LA VOIX PUBLIQUE

SOCIÉTÉ ▶ Des études le prouvent : les hommes coupent la parole aux femmes trois fois plus souvent que l'inverse. Aux Etats-Unis, ce phénomène a un nom : le « manerrupting »

ANNE CHEMIN

Sur le plateau, le tailleur rouge de Sylvia Pinel tranche avec les costumes gris de ses voisins. En ce jour de débat, la seule femme de la primaire de gauche évoque les leçons politiques de François Mitterrand quand David Pujadas lui pose une question sur le dépassement des clivages traditionnels. La candidate reprend la parole. «*Ecoutez, c'est...*», commence-t-elle. Une voix s'élève à sa droite : sans lui jeter un regard, Jean-Luc Bennahmias répond à sa place. «*C'est l'un des ratés du premier gouvernement Hollande de ne pas avoir permis à François Bayrou d'être élu*», explique-t-il avec assurance.

La caméra est tournée vers le visage de Jean-Luc Bennahmias mais on entend au loin un rire un peu crispé. «*Jean-Luc,*

Jean-Luc, lance Sylvia Pinel en faisant un signe de la main. *Je vois que la parité, même sur ce plateau, est difficile... C'est assez désagréable...* » La candidate tente de reprendre le fil de ses idées mais elle a perdu pied. «*Il est... C'est... Je ne me souviens même plus de la question* », ajoute-t-elle, un brin agacée. En ce 19 janvier, Sylvia Pinel vient de faire l'expérience d'un phénomène que toutes les femmes connaissent, même si elles en ignorent le nom : le *manerrupting*.

Le mot apparaît au début de l'année 2015, sous la plume de Jessica Bennett, une chroniqueuse pour le *New York Times* et le magazine *Time*. Dans un article intitulé «*How not to be "maninterrupted" in meetings* » («*comment ne pas être interrompue par un homme en réunion*»), elle raconte, étudée à l'appui, les étonnantes vicissitudes qui accom-

pagnent la prise de parole des femmes. «*Mes amies ont un terme pour ça : le manerrupting [contraction de man et interrupting]*», conclut Jessica Bennett. Depuis, le mot s'est peu à peu imposé dans les débats sur le sexisme ordinaire.

Malgré sa longue expérience politique – elle était la porte-parole de Nicolas Sarkozy pendant la campagne présidentielle de 2012 –, Nathalie Kosciusko-Morizet a fait l'amère expérience du *manerrupting* pendant la primaire de la droite et du centre. Lors du troisième débat télévisé, elle a été interrompue 27 fois... contre 9 pour Alain Juppé, 10 pour Jean-François Copé, 11 pour Jean-Frédéric Poisson, 11 pour Bruno Le Maire et 12 pour François Fillon et Nicolas Sarkozy. Commentaire de l'ancienne ministre : «*Dans une assemblée mixte, les hommes ont tendance, parfois*

sans s'en rendre compte, à vouloir étouffer la parole des femmes et à la prendre.»

S'agit-il d'une pratique du monde politique liée au fait que les femmes en ont longtemps été exclues ? Une spécificité de cet univers clos qui, malgré l'instauration de la parité, peine tant à se féminiser ? Pas vraiment. Nombre d'études démontrent en effet que le *manerrupting* est une règle qui gouverne tous les échanges entre hommes et femmes, qu'ils aient lieu dans les bureaux, les cafés, les écoles ou les familles. Et ce n'est pas tout à fait un hasard. «*La conversation, loin d'être une activité anodine et spontanée, est traversée par des questions de pouvoir*», écrit la féministe Corinne Monnet dans un article publié en 1998 dans la revue *Nouvelles Questions féministes*.

LIRE LA SUITE PAGES 4-5 ▶

SŒURS



La première Marche de la dignité et contre le racisme, le 31 janvier 2015 à Paris - Lionel Bonaventure/AFP

DE LUTTE

MILITANTISME ▶ Contre les violences policières ou dans les mouvements antiracistes, des femmes issues de l'immigration occupent le devant de la scène. Une revanche pour celles qui ont longtemps été exclues des luttes féministes, explique la politiste Françoise Vergès

PROPOS RECUEILLIS PAR MARION ROUSSET

Françoise Vergès est politiste et titulaire de la chaire Global South(s) à la Fondation Maison des sciences de l'homme. Elle est l'auteure du *Ventre des femmes. Capitalisme, racialisation, féminisme*, qui vient de paraître chez Albin Michel. Elle explique comment l'action de femmes, victimes ou sœurs de victimes de racisme ou de violences, a fait émerger une nouvelle forme de leadership.

Le rôle des sœurs

« La première dont on ait entendu parler, c'est Amal Bentounsi, sœur d'Amine Bentounsi, tué en 2012 par un policier à Noisy-le-Sec, et fondatrice du collectif Urgence notre police assassine. Sa colère a servi de modèle à des familles qui ont commencé à comprendre qu'elles ne devaient pas laisser passer. D'autres porte-parole ont émergé, comme Assa Traoré, qui se bat pour faire reconnaître la responsabilité de la police dans la mort de son frère Adama. Ces femmes montrent que les violences policières ne touchent pas simplement la victime : c'est une famille et toute une communauté qui sont affectées par la perte d'un de ses membres ou par les blessures qui lui ont été infligées. Leurs interventions publiques font apparaître combien la violence policière influe sur le quotidien et transforme la vie d'un quartier, entre l'atmosphère de tension qui en découle et l'inquiétude des mères, qui se demandent si leurs enfants vont rentrer vivants. Avant l'événement, elles n'étaient pas militantes. C'est celui-ci qui libère la parole. Ainsi, Amal Bentounsi explique souvent que c'est le deuil de son frère qui l'a poussée à sortir du silence. »

Des modes d'action renouvelés

« L'action des sœurs rompt avec une forme de masculinité dans la prise de parole et avec une organisation verticale offrant la première place à une seule personne, un homme le plus souvent, que l'on retrouve à la tribune de tous les rassemblements. Par en bas, elles font émerger une autre forme de leadership. D'abord parce qu'elles sont plusieurs. Très attentives aux alliances, soucieuses de mettre en place des coordinations, elles ont un désir de collectif. Ensuite, plutôt que de noyer la violence policière derrière des chiffres et des discours abstraits, elles veulent faire en sorte de mettre au jour la singularité de chaque situation vécue. Il est très important à leurs yeux de marteler le nom de leur frère, comme pour affirmer que ce n'est pas seulement "un jeune Noir abattu", mais qu'il avait des sœurs, une mère, un père, peut-être une femme et des enfants. On ne tue pas une catégorie, on tue une personne, disent-elles. Ces femmes mettent en œuvre un militantisme qui ne se contente pas de dénoncer dans le racisme une opinion condamnable, elles révèlent comment il agit sur les corps, parlent de viol, d'étouffement, d'assassinat... En même temps, elles établissent des liens avec d'autres questions, comme le chômage ou l'abandon de certains espaces par les politiques publiques. Les femmes des quartiers sont souvent présentées comme passives, silencieuses, sous la coupe du père et écrasées par les frères. Cette image est aujourd'hui démentie par celles qui apparaissent dans l'espace public et prennent la parole. »

« Les femmes des quartiers sont souvent présentées comme silencieuses, sous la coupe du père et écrasées par les frères. Cette image est démentie par celles qui apparaissent en public »

L'héritage des Réunionnaises

« Le combat des sœurs constitue un lointain écho à la lutte des Réunionnaises dont je parle dans mon dernier livre, *Le Ventre des femmes*. En 1970, on découvre qu'à La Réunion, depuis plusieurs années, entre 7 000 et 8 000 femmes par an sont avortées et souvent stérilisées sans leur consentement par

des médecins, blancs pour la plupart, qui se font rembourser cet acte par la Sécurité sociale. Certaines sont enceintes de six, voire sept mois. Trente d'entre elles portent plainte. C'était extraordinaire de courage : il faut imaginer ces femmes, créolophones issues des classes populaires, entrer dans le tribunal, temple du pouvoir d'Etat. Elles parlent de leur corps mutilé à jamais. Dans un monde totalement dominé par la masculinité blanche, elles osent s'exprimer en tant que femmes racisées et dénoncer un système qui fait d'elles des objets. Alors que la France pensait avoir tourné sa page coloniale avec la fin de la guerre d'Algérie et que la révolution des mœurs battait son plein, aucune féministe française ne s'est intéressée à ce terrible scandale, qui a pourtant fait la première page de journaux qu'elles lisaient. Absent de l'historiographie traditionnelle, le combat de ces Réunionnaises questionne le féminisme français et sa spatialité – tout ne se passe pas dans l'Hexagone et encore moins à Paris. »

La cécité du MLF

« L'existence d'un féminisme racisé n'est pas un phénomène nouveau. Historiquement, des femmes esclaves et colonisées ont porté des combats pour l'émancipation. Dès le milieu des années 1970, des groupes d'immigrées ou de réfugiées, chiliennes notamment, se constituent. Et en 1976, avec la Coordination des femmes noires, la question de l'intersectionnalité se pose déjà. Mais cette histoire est enfouie et les militantes du Mouvement de libération des femmes ignorent la question coloniale et raciale. Pourtant, certaines se sont politisées au moment de la guerre d'Algérie, ont compris que le colonialisme a des effets sur le genre, ont lu les Black Panthers ou Frantz Fanon. Le féminisme européen a eu comme matrice l'antiesclavagisme : il établit une analogie entre l'esclavage et le fait d'être la propriété du père et du mari, mais sans tenir compte, là encore, de la question raciale. L'anticolonialisme est une autre matrice : la guerre d'Algérie fait apparaître la dimension sexuelle des tortures, comme le viol systématique. Pourtant, si ces militantes s'intéressent à l'oppression de classe, elles oublient ce lien que l'Algérie avait mis en lumière entre genre, classe et race. Les féministes du MLF ne voient pas qu'elles ont été faites "blanches" et qu'en tant que telles, elles jouissent d'un privilège que leur a donné l'histoire. Cette cécité explique les tensions d'aujourd'hui. »

La « colonialité du pouvoir » en arrière-plan des luttes féministes

« Le repli sur l'Hexagone à partir de 1962, avec la disparition progressive des outre-mer de la cartographie mentale, n'a pas aidé à penser la persistance d'une "colonialité du pouvoir" qui agit aussi bien en Nouvelle-Calédonie que dans des quartiers populaires. Si l'on analysait la manière dont le pouvoir d'Etat gère l'obéissance et l'ordre dans ces différents territoires, cela permettrait de faire apparaître des circulations. Des stratégies essayées dans les outre-mer arrivent dans l'Hexagone : racialisation des espaces, impunité de la police, politiques d'Etat discriminantes, comme ce qui a eu lieu avec l'encouragement à l'avortement et la stérilisation dans les années 1970. Aujourd'hui, c'est à Mayotte que l'Etat expulse le plus de migrants. La pollution des sols, les discriminations envers les peuples autochtones, les plus forts taux de pauvreté, les prisons surpeuplées et de forts taux de chômage depuis des décennies constituent des choix politiques. La République soi-disant une et indivisible est en fait très divisée. Pour comprendre comment s'exerce cette colonialité du pouvoir, il faut élargir l'espace dont on parle. »

Marcher dans la campagne

« Le 31 octobre 2015, j'ai fait partie du collectif organisant la première Marche de la dignité et contre le racisme. On y a vu pour la première fois des femmes racisées en tête de cortège d'une manifestation nationale. La prochaine aura lieu le 19 mars. L'objectif est d'être présent dans la campagne présidentielle, dans un contexte particulièrement difficile. La question coloniale et raciale est très peu abordée par les candidats. Certes, la presse s'est fait l'écho d'une déclaration sur la colonisation, mais ce n'est pas sérieux : le monde artistique et les institutions muséales sont dominés par des hommes blancs, un jeune Noir est arrêté six fois plus qu'un Blanc en moyenne, et un jeune Arabe huit fois plus, le chômage le frappe plus aussi, ces populations ne bénéficient pas de promotions à diplôme égal... Ce ne sont pas des détails ! Il y a un vrai désir de comprendre ce que les violences policières et les problèmes qui y sont liés nous disent de cette République. Et il n'y a aucune raison de désespérer, il faut avancer malgré les défaites, les reculs. C'est la leçon que nous donne l'histoire des opprimés : ne pas baisser les bras. » ♦

VU DU WEB

LE CÔTÉ OBSCUR DE LA FARCE

WILLIAM AUDUREAU

Le télescopage de leur actualité fut électrique. Le 16 février, Felix Kjellberg, dit PewDiePie, le plus influent vidéaste du monde sur YouTube (53 millions d'abonnés à sa chaîne), publie un vidéo pour s'indigner contre les médias qui l'accusent d'antisémitisme. Notamment le *Wall Street Journal*, dont l'enquête portant sur plusieurs vidéos problématiques – dont une contenant la publication d'une pancarte « Mort aux juifs » – lui a coûté son contrat avec une filiale de Disney chargée de commercialiser la publicité affichée sur ses productions.

Le 19 février, c'est au tour de Milo Yiannopoulos, polémiste anglo-saxon d'extrême droite, de condamner « une tentative coordonnée pour [le] discréditer » après qu'a ressurgi une vidéo dans laquelle ce soutien de Trump semble faire l'apologie de la pédophilie. A cause entre autres, se justifie-t-il, d'un mot mal choisi, le terme « boy » ayant laissé penser aux journalistes qu'il faisait un lien entre pédophilie et homosexualité. Il n'en a pas moins dû présenter sa démission de *Breitbart News*, média politique où il était rédacteur.

Si les deux affaires ne sont pas liées, elles illustrent toutes deux un visage longtemps sous-estimé d'Internet, et qui a pris, depuis la campagne américaine victorieuse de Donald Trump, une importance nouvelle : celui des « trolls ». Ces provocateurs ont bâti leur succès sur l'humour borderline, et popularisé auprès de leur audience – jeune et immense – l'idée que la liberté d'expression n'était jamais si bien utilisée que dans le plaisir de jouer avec des discours choquants. PewDiePie a beau se dire opposé aux mouvements haineux, cette pratique d'Internet est aujourd'hui accusée de faire le lit d'un nouveau suprématisme blanc rigolard et décomplexé. Milo Yiannopoulos, qui a joué ouvertement le rôle de rabatteur d'internautes pour le compte de Trump, n'a d'ailleurs jamais hésité à faire l'éloge de l'Alt-Right, cette extrême droite américaine revitalisée par les codes humoristiques et l'esprit provocateur d'Internet.

Culture libertaire

L'humour, telle est bien l'arme phare de cette sous-culture aujourd'hui largement répandue chez les jeunes. Au cœur de la tourmente, la ligne de défense de ces deux « stars » d'Internet a d'ailleurs été la même : ils reconnaissent partiellement leurs torts, mais minimisent leur gravité en se réfugiant derrière l'argument de la blague. Felix Kjellberg se présente modestement comme « un comédien amateur », opposé aux discours haineux et « désolé d'avoir offensé ». Le polémiste d'extrême droite, lui, évoque « une plaisanterie » provocatrice pour justifier ses propos à connotation pédophile.

Au nom de l'humour, tout doit pouvoir être dit. C'est le pilier central de cette tendance, bercée tout à la fois par le premier amendement américain – garantissant la liberté de discours – et par la culture libertaire et permissive des forums comme 4chan, où l'injonction à rire a depuis longtemps éclipsé toute forme de communication fondée sur le respect mutuel. Mais comment faire la part des choses entre le premier et le second degré ? L'humour borderline ne contribue-t-il pas à banaliser l'inacceptable ? Et à force de « repousser les limites », comme s'en vante PewDiePie, où s'arrêtera cette surenchère de provocation ? Sous la pression, Milo Yiannopoulos a fini par reconnaître que la pédophilie était « une ligne rouge ». Mais pour les trolls, l'humour raciste, islamophobe et antisémite est depuis longtemps tombé dans le domaine de l'admis. Sans que plus personne puisse dire où s'arrête la plaisanterie et où commence l'apologie. ♦